



MOTION

Depuis 2000, la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires est évaluée à -7%.

Dans le même temps, le prix des produits de consommation courante flambe, les qualifications sont de moins en moins reconnues...

Les réponses apportées jusqu'à ce jour par le gouvernement sont très loin de correspondre aux attentes des personnels de la fonction publique.

En effet, qu'il s'agisse de la monétisation de jours de congés annuels, jours ARTT, jours de fractionnement accumulés sur le Compte Epargne Temps ; de la défiscalisation et réduction de cotisations sur les heures supplémentaires ; de l'indemnité de sommet de grade... Non seulement ces mesures partielles ne concernent pas l'ensemble des agents (- de 5% des fonctionnaires) mais elles font également l'impasse sur le contentieux salarial 2000-2007, et sur l'augmentation de la valeur du point d'indice.

Lors des négociations salariales prévues le 17 décembre prochain, le syndicat CGT-INRA exige du gouvernement de prendre en compte nos revendications, à savoir :

- un salaire minimum de 1.500 euros,
- Le rattrapage par l'augmentation immédiate du point d'indice de la perte du pouvoir d'achat de 7% enregistrée depuis 2000,
- Une refonte ambitieuse de la grille indiciaire,
- Les reconnaissances des qualifications,
- Une véritable loi de titularisation mettant un coup d'arrêt au développement de la précarité.